

**La réunion pyrénéenne qui s'est déroulée ce vendredi 19 février à Saint-Gaudens (Haute-Garonne), en réaction à l'annonce de nouveaux lâchers d'ours faite par Ch. Jouanno (Secrétaire d'Etat à l'Ecologie) a fédéré les forces politiques les plus importantes du massif contre la politique de la montagne menée par la France dans les Pyrénées. Compte-rendu, et plan des actions prévues.**

La réunion pyrénéenne a reçu la présence et/ ou le soutien de dizaines d'élus dont M. Carballido, Comité de Massif des Pyrénées ; François Maïtia, Vice-Pdt du Conseil Régional Aquitaine, Conseiller Général 64 ; J.M. Anxolabehere, Pdt de l'Association des Chambres d'Agriculture des Pyrénées ; Henri Nayrou, Pdt de l'ANEM-Association Nationale des Elus de la Montagne ; Gérard Trémège, Maire UMP de Tarbes 65 ; Augustin Bonrepaux, Pdt du Conseil Général de l'Ariège 09 ; Josette Durrieux, Pdte du Conseil Général des Hautes-Pyrénées 65 ; Fédérations des chasseurs 09 et 65. Les sénateurs 31 J.P. plancade, J.J. Mirassou, F.Fortassin 65 ; les députés 64 Jean Lassalle, Modem, et B. Lepore, F. Massat 09, C. Lehorton, J.L. Idiart, M. Martinez, Pierre Cohen 31 ; les Conseillers Régionaux 31 M. Iborra, 1<sup>ère</sup> vice-Pdte du Conseil Régional Midi-Pyrénées, F. Imbert, les conseillers généraux j. Castaings 64, C. Gaits J.P. Brana, F. Laborde, H. Denard 31, B. Piquemal 09, J. Behague 65 etc ...

Le plan ours s'est achevé le 31 décembre 2009. Autour de l'ADDIP, les élus nationaux, territoriaux, socio-professionnels et associatifs ont réaffirmé l'urgence d'interpeller les autorités afin d'exiger la prise en compte de la volonté des populations locales du massif pyrénéen, opposées à tout nouveau « plan ours ».

« Soyons clairs. Une population viable d'ours, c'est 150 ours minimum. Scientifiquement. Incontestablement » a commencé **Philippe Lacube, Président de l'ADDIP**. Derrière ce plan on voit bien que ce n'est pas une histoire de « nounours et de brebis attaquées » mais qu'il s'agit d'un vrai choix politique pour l'avenir de ce massif : soit L'Etat fait des Pyrénées un vaste sanctuaire où les activités humaines seront réduites puis éliminées au nom de la quiétude de l'ours. Soit l'Etat fait le choix de l'économie, du développement, des habitants, du tourisme ET de la biodiversité parce que quand même, les Pyrénéens ont su la préserver aussi bien qu'ailleurs, sinon mieux. »

**Jean-Michel Anxolabehere, Président de l'ACAP** qui regroupe toutes les Chambres d'agriculture des Pyrénées raconte : « deux membres du Cabinet (Mme Jouanno s'est décommandée) m'ont reçu : Pour eux, c'est clair : il y aura des lâchers. Nos arguments de fond ? Ils ne les entendent pas : le bénéfice du pastoralisme pour les paysages, l'économie, le tourisme, la biodiversité ... Rien. Malheureusement tout ce qui compte c'est de nouveaux lâchers pour satisfaire les pro-ours ».

**Marc Carballido, Vice-Président du Conseil Régional Midi-Pyrénées, membre permanent du Comité de Massif des Pyrénées**, a rappelé « que le comité avait voté contre le plan ours 2006-2009, et n'avait pas été écouté. Les élus défendent au quotidien une montagne dynamique, les efforts doivent se concentrer sur des mesures réelles et concrètes pour assurer la survie de secteurs d'activité qui sont, eux, les véritables menacés de disparition dans les Pyrénées ».

**Henri Nayrou**, Député de l'Ariège, a déjà réagi à ces annonces en tant que **Président de l'Association Nationale des Elus de la Montagne** : « l'ANEM s'est déjà prononcée contre tout nouveau plan-ours. Nous avons demandé audience à Mme Jouanno : elle devra s'expliquer sur ces annonces, qui contredisent ce qu'elle avait annoncé devant les parlementaires ANEM en 2009 : « le mariage (avec l'ours) n'a pas réussi. Il n'y aura pas d'autres introductions ». »

Il a exprimé sa satisfaction devant la position publiée dans la presse de la **Confédération Pyrénéenne du Tourisme**, reçue récemment par Chantal Jouanno. Son Président Pierre Casteras y a soutenu « la place prépondérante de l'Homme dans la vallée, son rôle de régulateur de l'équilibre du massif et de ses devoirs de garant du développement équilibré et concerté de la biodiversité ». Pour M.L. Broueilh, Présidente de l'ASPP65, c'est une façon de reconnaître que l'ours n'apporte rien au tourisme Pyrénéen.

Un murmure désapprobateur a parcouru l'assemblée quand Philippe Lacube, Président de l'ADDIP, a raconté comment **Ch. Jouanno s'affiche dans les médias avec un bracelet WWF** au poignet : « pour une Ministre de la République, c'est grave, pour moi on est à la limite du prosélytisme. »

**Jean-Pierre Pommies, président de la FTEM 64** a expliqué que « les associations de bergers et éleveurs transhumants du Béarn et du Pays Basque, représentant la quasi-totalité de la profession, viennent de co-signer une motion contre toute nouvelle introduction. C'est un grand chemin parcouru, certains ne s'étaient encore jamais déterminés aussi clairement. Il est aussi encourageant de voir ici la mobilisation de tout le massif, même si la rumeur annonce les lâchers chez nous en Béarn. »

**Les représentants des autres associations** venues des 4 coins du massif (ASPAP09, ADIP31, ASPP65) se sont indignés que Chantal Jouanno passe outre le NON des habitants des Pyrénées à tout nouveau plan-ours, chiffres à l'appui. « *Un sondage de 2008 l'a validé incontestablement : 61% des populations (avec un pic à 71% en Ariège) y sont personnellement défavorables.* » Lançant avec humour « *mais ils sont où ces Pyrénéens qui veulent des ours ?* », ils poursuivent : « *nous avons épluché les résultats de la pétition pour l'ours lancée par l'Adet en 2010 à grand renfort de publicité sur tous les sites WEB « naturebidule.com » et même sur celui du Ministère de l'Ecologie.* »

*Résultat : alors que la précédente pétition totalisait en 2004 125.000 signatures, en 2010 l'ADET n'en recueille que ... 3800. Mieux : sur ce total, 3640 signatures proviennent des régions de France (Ile de France et Côte Atlantique en tête) ... mais seulement 160 d'habitants des Pyrénées ! Des chiffres que Chantal Jouanno « devrait méditer avant de faire campagne à Paris sur le dos de l'ours ».*

« *A l'inverse, 7.000 personnes ont encore manifesté à Foix cet automne* » à l'appel de la Fédération des Chasseurs de l'Ariège dont le Président Jean-Luc Fernandez a pu confirmer que « *la rupture est consommée avec le Ministère : plus de convention avec l'Etat, plus de technicien de suivi de l'ours* ».

Un tour de table ouvert et participatif s'est engagé, permettant de tirer le meilleur parti de la diversité des personnalités présentes : couleurs politiques et syndicales multiples, députés ou maires de villages de montagne, Présidents de chambre d'agriculture et éleveurs-bergers, ou encore associations d'usagers de la montagne au sens large. Une 1<sup>ère</sup> série d'action a été validée, sa mise en œuvre est immédiate :

## **REUNION PYRENEENNE SAINT GAUDENS 19/02/2010 - PROGRAMME D'ACTIONS**

### **1) COURRIER AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

→ Objectif : amener le Chef de l'Etat à se positionner, de façon républicaine, au-dessus du champ d'influence des lobbies écologistes. Soit il fera le choix du passé, alors que l'ours des Pyrénées a définitivement disparu et que personne n'y pourra rien. Soit il regardera vers l'avenir, prometteur, du pastoralisme : **les prairies d'estive sont capables de séquestrer des millions de tonnes de carbone (source FAO 12/2009)** : elles sont un outil efficace et opérationnel de lutte contre le réchauffement climatique. Le Président s'est d'ailleurs montré plus pragmatique que Ch. Jouanno dans ses propos au sujet des lâchers d'ours. Ce courrier sera co-signé par les élus et représentants majeurs des Pyrénées.

### **2) COLLOQUE SCIENTIFIQUE : « le modèle de développement durable pyrénéen »**

→ Objectif : faire valider scientifiquement le modèle de développement durable Pyrénéen, dans sa globalité : pastoralisme, production agricole, tourisme, économie, biodiversité, tissu social y sont au carrefour des enjeux du XXI<sup>ème</sup> siècle. Louis FERRE, jeune maire de Bagnères-de-Luchon, a fait l'unanimité en proposant que sa ville accueille ce colloque. Lancement de la préparation 1<sup>er</sup> mars 2010.

### **3) « LA GRANDE MARCHE DES PYRENEES »\_SAMEDI 13 MARS 2010 à 11h00 à TARBES (65)**

→ Objectif : rendre lisible la non-acceptation sociale des habitants des Pyrénées face au plan-ours, **dans une GRANDE MANIFESTATION POPULAIRE et FESTIVE où se retrouveront toutes les composantes de la ruralité** : éleveurs, habitants, élus, acteurs économiques, associations, chasseurs, pêcheurs, forestiers, randonneurs, résidents secondaires, sportifs, vacanciers ... En mai 2006, malgré la réserve toute pyrénéenne d'un peuple qui ne manifeste que très rarement, 5.000 personnes avaient défilé à Bagnères de Bigorre. **Le choix de la date du 13 mars 2010 présente un double avantage :**

- En plein Salon de l'Agriculture de Tarbes, il donne une assise agricole indéniable et indispensable à cette grande journée de mobilisation du monde rural et montagnard ;
- A la veille du premier tour des élections régionales, il permettra aux candidats de notre région de s'exprimer sur les différents choix d'avenir qui se posent aux territoires ruraux, et de nous livrer leur propre vision de la place de l'homme dans les Pyrénées d'aujourd'hui et de demain. Nous allons les interroger dès maintenant par courrier à leur intention.